

Publications de la Sorbonne
212, rue Saint-Jacques, 75005 Paris
Tél. : 01 43 25 80 15 – Fax : 01 43 54 03 24



DES RADIOS DE LUTTE À INTERNET

Militantismes médiatiques et numériques

Françoise Blum (dir.)



Progressisme social et progressisme technique vont-ils de pair ? Quels sont les rapports entre technique et politique ? Comment de nouveaux outils s'insèrent-ils dans la panoplie militante ? Comment les militants inventent-ils de nouveaux usages d'outils existants ? L'outil peut-il devenir l'objet même de la pratique militante ? Après la radio et la télévision, Internet n'est-il pas aujourd'hui l'outil par excellence de production de la rupture et d'invention d'un nouveau langage ? Telles sont quelques-unes des questions posées par cet ouvrage. À travers l'analyse des pratiques militantes de mouvements sociaux ou de réseaux militants, d'associations et partis, il s'agit de mieux comprendre la dialectique à l'oeuvre entre innovation technique et formes de l'engagement, entre appropriation des technologies et modalités

de l'action collective, des radios de lutte à Internet. Les analyses ici proposées s'intéressent à l'adoption, à l'adaptation – voire au détournement – par le monde militant, de dispositifs techniques variés : radio, télévision, ordinateur, Minitel, Internet, listes de diffusion.

Ont contribué à cet ouvrage :

Martina Avanza, Céline Barthonnat, Françoise Blum, Axelle Brodriez-Dolino, Giuseppe Caruso, Sylvie Célérier, Valérie Colomb, Stéphane Couture, Caroline Frau, Isabelle Hare, Ingrid Hayes, Jeffrey S. Jurys, Lorenzo Mosca, André Narritsens, Irène Pereira, Michel Pigenet, Valérie Schafer, Bastien Sibille, Isabelle Sommier, Danielle Tartakowsky, Benjamin Thierry, Franck Veyron.

vient de paraître

Prix : 25€

ISBN : 978-2-85944-713-7

ISSN : 2105-5505

BON DE COMMANDE

à retourner aux

Publications de la Sorbonne

212, rue Saint-Jacques, 75005 PARIS
Tél. : 01 43 25 80 15 – Fax : 01 43 54 03 24
publisor@univ-paris1.fr

DES RADIOS DE LUTTE À INTERNET Militantismes médiatiques et numériques

Prix 25 €
ISBN 978-2-85944-713-7
ISSN 2105-5505

Frais d'envoi : 6 € par ouvrage / 1,5 € par ouvrage supplémentaire
Nombre d'exemplaires commandés :

Mme, Mr

Adresse
.....
.....

Code postal
Ville

Date :

Signature :

Veillez libeller votre titre de paiement à l'ordre de
l'Agent comptable de l'Université Paris I – Publications de la Sorbonne

AVANT-PROPOS

Des historiens, des sociologues ou des chercheurs appartenant au champ des sciences de l'information et de la communication ont contribué à cet ouvrage, situé au carrefour de différentes disciplines. *Des radios de lutte à Internet. Militantismes médiatiques et numériques* renvoie à différents ordres d'idées.

De manière générale, le propos est de mieux comprendre la dialectique à l'œuvre entre innovation technique et formes de l'engagement, entre appropriation des technologies et modalités de l'action collective. Cette préoccupation s'inscrit sur fond d'un très ancien débat qui s'articule autour de la trilogie technique/progrès/émancipation¹. Au XVIII^e siècle, la science a été promise d'un progrès intellectuel et moral pour tous, qui a été, de fait, celui de la bourgeoisie. Au siècle suivant, le progrès technique était censé amener les conditions objectives de l'émancipation du prolétariat au terme d'une pratique révolutionnaire. Maintes utopies progressistes, tel le saint-simonisme, ont accordé une place centrale à la technique dans ce qu'elles prédisaient de l'avènement des sociétés futures. Sans être visionnaires pour autant, certains, dont Paul Lafargue lui-même, ont considéré l'adoption des techniques ménagères comme le meilleur vecteur de l'émancipation féminine, ce qui, peut-être, n'est pas tout à fait faux. Ce triomphalisme techniciste, progressiste, fut battu en brèche au tournant du siècle – alors même que se tenait une Exposition universelle qui était un hymne à la science – par des idéologies de la décadence résolument conservatrices. Le XX^e siècle, riche d'une réflexion sur l'articulation entre le savant et le politique, s'interrogea sur la neutralité de la technique, de même que sur ses usages monstrueux. Un penseur aussi original que Gilbert

1. Voir à ce propos Habermas Jürgen, *La Technique et la science comme « idéologie »*, traduit de l'allemand et préfacé par Jean-René Ladmiral, Paris, Gallimard, coll. « Tel », 1973.

Simondon² redéfinit le concept marxiste d'aliénation en l'articulant autour du rapport homme-machine. La révolution communicationnelle du dernier quart du xx^e siècle, avec, bien sûr, l'avènement d'Internet auquel répondent les théories des réseaux, et les analyses de ce qui, pour certains, serait devenu un capitalisme cognitif, bouleverse aussi largement les manières de penser la trilogie technique/progrès/émancipation.

Nous n'avons pas voulu entrer dans ces débats théoriques³. Certaines de ces analyses ont certes pu influencer sur les pratiques militantes, voire jouer un rôle dans la structuration des mouvements ouvriers et sociaux, qui, quelle qu'ait été leur résistance, se sont généralement adaptés aux nouveaux outils. Le luddisme⁴ n'est d'ailleurs pas la norme mais bien plutôt l'exception dans le monde ouvrier. Si nous avons voulu apporter une pierre au débat, c'est en partant des usages et des pratiques des mouvements sociaux et des organisations/associations militantes en matière de technologie, en partant de leur mode d'utilisation des dispositifs techniques.

D'une certaine manière, ce volume est une tentative d'historicisation des concepts propres à la sociologie des usages, et ce dans un champ que la sociologie des usages a, jusqu'à présent du moins, et sauf erreur de notre part, ignoré : celui des mobilisations sociales.

En France, les premières études de sociologie des usages se sont développées parallèlement à l'expansion des Technologies de l'information et de la communication (TIC) et ont d'abord été centrées sur l'espace domestique⁵. Elles font une large place à l'autonomie sociale et construisent à la manière et sous l'influence du Michel de Certeau des *Arts de faire* la figure d'un usager *pratiquant actif* : « À une production rationalisée, expansionniste autant que centralisée, bruyante et spectaculaire, correspond une *autre* production, qualifiée de *consommation* : celle-ci est rusée, elle est dispersée, mais elle s'insinue partout, silencieuse et quasi invisible, puisqu'elle ne se signale pas avec des produits propres mais en manière *d'employer* les produits imposés par un ordre économique dominant⁶. » En pensant ce volume, nous avions à l'esprit ces études

2. Voir par exemple : Simondon Gilbert, Château Jean, *L'invention dans les techniques : cours et conférences*, Paris, Seuil, 2005.

3. Il existe de nombreuses études à propos de l'avènement du capitalisme cognitif ainsi que sur la théorie des réseaux. Outre les travaux d'Antonio Negri et de Mikhaël Hardt, on lira avec profit les études de Fabien Granjon et Dominique Cardin, de même que celles d'Olivier Blondeau discutées pour ces dernières, dans ce volume, par la contribution d'Irène Pereira. La revue *Multitudes* a également produit en la matière de nombreuses analyses.

4. Le luddisme désigne des pratiques de bris de machines par des ouvriers craignant leur concurrence. On lira avec profit sur ce sujet : Jarrige François, *Au temps des « tueuses de bras », les bris de machine à l'aube de l'ère industrielle, 1780-1860*, Rennes, PUR, 2009.

5. Sur la sociologie des usages, voir notamment l'excellent article de Jouet Joëlle, « Retour critique sur la sociologie des usages », *Réseaux*, n° 100, 2000, p. 489-520.

6. Certeau Michel de, *L'invention du quotidien*, 1, *Arts de faire*, Gallimard, 1990, p. 37.

qui insistent sur le rôle actif de l'usager dans son appropriation de l'objet technique, en un mot sur les « mille manières de braconner⁷ » ou d'inventer des modes alternatifs. De même que la sociologie des usages a mis en lumière des détournements à des fins d'émancipation personnelle, nous souhaitons mettre en lumière des détournements à des fins d'émancipation collective. Mais nous n'ignorons pas que l'apparition de nouvelles pratiques se greffe sur des routines, sur des survivances culturelles qui perdurent. Il y a toujours double composition, entre la nouveauté de l'outil et les pratiques antérieures.

On retrouve trace ici de ces analyses, appliquées au champ spécifique de l'action sociale et du militantisme, c'est-à-dire un champ qui a un rapport particulier au progrès social, quelle que soit la polysémie de ce rapport. Progressisme social et progressisme technique vont-ils ensemble? Sans peut-être répondre à une question aussi générale, ce livre permet en tout cas de remettre en cause la dichotomie trop simple et souvent faite à propos d'Internet entre nouveaux mouvements sociaux/nouvelles techniques/horizontalité, anciens mouvements/difficulté d'adaptation aux nouvelles technologies/verticalité⁸. Il soulève aussi la question importante du caractère éminemment politique de la technique. S'il prend en compte le rôle qu'a pu avoir la technique dans la genèse et la forme des mouvements, il n'oublie pas les cas où la technique devient l'objet même du politique, l'objet même de la pratique militante, en une figure curieusement inversé de celle du luddisme. Il donne à voir différents niveaux d'investissement militant dans la technique : usage usuel des dispositifs, usage subversif et/ou détourné, expérimentation et inventivité dans l'ordre technique lui-même. Il propose des analyses qui intègrent l'adoption, ou l'adaptation voire le détournement d'objets et de dispositifs techniques variés : radio, télévision, ordinateur, Minitel, Internet, listes de diffusion. Un regret toutefois : la trop grande place du très contemporain qui reflète néanmoins une réalité : le considérable impact de l'effet Internet sur la recherche.

La première partie du volume est consacrée aux Technologies/mouvements sociaux/mobilisations et s'intéresse à l'usage et à la pratique des techniques lors d'événements en rupture avec la vie quotidienne : grèves, mobilisations d'usagers, périodes de crise politique et sociale. C'est alors l'exceptionnel, la rupture, la lutte, le bouleversement de l'ordre dominant, la faille qui dictent l'usage et l'adaptation souvent urgente qui en est faite : Minitel lors de la grève des agents des finances en 1989 et radio à Longwy... ; Internet pour les mobilisations européennes et les buralistes en lutte ; cartographie et usage des

7. *Ibid.*

8. Voir aussi à ce sujet : Blum Françoise, Groppo Bruno, Vaccaro Rossana et Veyron Franck, « Internet et mouvements sociaux : nouvelles pratiques militantes, nouvelles sources pour l'histoire », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 79, juillet-septembre 2005.

SIG pour les usagers en espoir de se réapproprier leur espace de vie ou leurs territoires.

La deuxième partie est centrée sur l'usage des techniques par les Organisations/associations. Cela permet aux auteurs d'inscrire leur analyse dans le long terme, de voir comment associations et partis ont évolué dans leur rapport à la technique, comment aussi leur appropriation des techniques les a fait eux-mêmes évoluer, a redéfini des rapports de force, a noué ou dénoué des conflits, a influé sur des stratégies ou inversé des dominations, a construit de nouvelles lignes de force.

La troisième partie, Engagement dans la technique/réseaux numériques, rend compte de types d'usages qui sont plus spécifiquement liés à l'avènement des Nouvelles Technologies de l'information et de la communication (NTIC) et à la problématique des réseaux. Alors que ce volume avait aussi pour but de rendre lisible ce que d'aucuns qualifient de « révolution Internet » en l'inscrivant dans la longue durée, nous nous sommes néanmoins trouvés confrontés à une série de textes qui ont au cœur, non point tant Internet, que la logique des réseaux. Cette troisième partie prend en compte, pour ce qui est de l'usage technique, la typologie binaire plus générale établie par Fabien Granjon et Dominique Cardon, qui construisent l'opposition entre ce qu'ils nomment « critique contre-hégémonique » et « critique expressiviste », opposition qui est aussi fondée sur un rapport radicalement différent à la technique. La « critique contre-hégémonique s'attache à mettre en œuvre la fonction propagandiste des médias » et « appelle à la création d'un contre-pouvoir critique ». La « critique expressiviste dénonce la réduction de la couverture des événements par les médias centraux aux seules activités des acteurs dominants⁹ ».

La division de ce volume en trois parties ne devrait pas, nous l'espérons, masquer ce qui était aussi au cœur de notre démarche : le souci de comparatisme diachronique.

Françoise Blum

9. Cardon Dominique, Granjon Fabien, *Médiactivistes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010, p. 11.

INTRODUCTION

MICHEL PIGENET et ISABELLE SOMMIER

Les techniques d'information et de communication (TIC), les mouvements sociaux et les mobilisations procèdent de temporalités distinctes. Le constat n'interdit pas de s'intéresser aux effets des rythmes, évolutions et césures des uns sur ceux des autres hors de tout déterminisme réversible du type à chaque mobilisation et mouvement son mode de communication et son support technique. Techniques ? Technologies ? Le vocabulaire hésite, au risque de la confusion quand il souscrit sans précaution particulière à la substitution du mot « propagande » par celui de « communication » promu avec succès pour les professionnels de la chose. La première, désormais synonyme d'unilatéralisme, de simplification, de manipulation, de viol des foules, de totalitarisme, se serait effacée devant la seconde, source d'information et affaire de persuasion, d'échange, de pluralisme et de complexité... Soit. Remarquons toutefois la coexistence, dans les années 1960-1980, des deux vocables, moins perçue alors sur le registre de l'opposition que sur celui de la complémentarité. En 1977, Henri Krasucki attendait de la « propagande » qu'elle « tape dans le mille », « sensibilise » et « provoque un déclic », qu'il revenait à l'information – la communication ? – d'exploiter¹.

Par-delà l'arbitraire inhérent à tout découpage, les cinq contributions de cette première partie couvrent un spectre très large de techniques mobilisées dans des espaces temps qui privilégient les quatre dernières décennies, sinon le très contemporain. Ainsi est-il, tour à tour, question d'une radio cégétiste de la fin des années 1970 (Ingrid Hayes) ; de l'usage de la messagerie par Minitel pendant le conflit des impôts de 1989 (André Narritsens) ; des modalités et enjeux discutés du recours aux systèmes d'informations géographiques (Bastien Sibille) ; de ceux, enfin, d'Internet (Caroline Frau, Stéphane Carrara). Aussi disparates soient-ils, les exemples étudiés reflètent les préoccupations et les caractéristiques de leur époque. Par exemple, LCA et les radios de lutte de

1. Intervention à la journée d'études du 20 octobre 1977. Fonds du secteur « propagande ». Archives de l'Institut CGT d'Histoire sociale.

la CGT, inaugurées à un moment charnière de la conflictualité sociale, des stratégies unitaires et des perspectives de changement politique, enregistrent, expriment et éclairent les infléchissements confédéraux des années 1978-1981.

Les techniques sous contraintes ou la part des normes

Aucune option technique ne préjuge du contenu des messages qu'elle diffuse. Il s'en faut, cependant, que les organisations présentes sur Internet en exploitent toutes les potentialités. Beaucoup hésitent, entre autres, devant le risque de communications horizontales qui court-circuiteraient leurs instances statutaires. L'expression peine à s'émanciper, par ailleurs, du modèle classique de l'écrit imprimé quand bien même le support papier recule. Sur Internet, les fichiers en format pdf émoussent ainsi, souvent, l'attractivité, sinon la lisibilité de la communication militante à l'heure d'une culture de masse portée par le son et l'image.

La difficulté ne renvoie pas seulement au poids des traditions et à la routine, mais aux conditions matérielles et financières d'une production audiovisuelle rendues cependant plus accessibles grâce aux innovations techniques des années 1960 et 1970 qui en ont allégé le coût. Les obstacles juridiques entrent également en ligne de compte, à l'exemple hexagonal du monopole d'État en matière de radio-télévision ou, plus tard, des procédures de distribution des fréquences. Pour s'exprimer, les mouvements contestataires ont dû, la plupart du temps, passer outre les interdits législatifs ou réglementaires, briser les monopoles de droit ou de fait. Il y aurait beaucoup à dire, encore, sur les prérogatives effectives, sinon légales, des autorités, dans le domaine de la conception et de la production cartographique dont maints régimes autoritaires ont longtemps limité la libre circulation.

Dans le cas des « initiatives citoyennes », c'est le Traité de Lisbonne qui, dès 2006, soit avant sa ratification définitive, stimule l'ardeur des entrepreneurs de pétitions européennes désireux de mettre en œuvre l'article 8b-4 en l'absence de règlement-cadre sur ses conditions concrètes d'application.

Les initiateurs et leur public : à l'ombre des dominations

Qu'en est-il des intervenants, concepteurs ou émetteurs-diffuseurs ? Avec LCA, en mars 1979, l'initiative d'une radio revient clairement à l'échelon confédéral, plus exactement à son « secteur propagande » habile à se saisir de la mobilisation des sidérurgistes lorrains pour obtenir l'aval de la direction cégétiste à la création d'une radio. De façon explicite, l'expérience entend se distinguer des tentatives contemporaines de « radios libres » et affiche son choix d'une « radio de lutte ». Aux précautions inhérentes à toute entreprise illégale s'ajoute ici la difficulté de l'équilibre à imaginer entre la transgression

de fait du monopole du service public et l'adhésion réitérée au principe dudit monopole. Concrètement, il s'agit aussi d'élaborer une programmation inédite conciliant l'accès direct aux micros d'une population par définition composite et le maintien de l'identité cégétiste. Près d'une décennie plus tard, c'est encore du sommet du SNADGI-CGT que vient l'initiative d'un service télématique d'abord conçu pour simplifier les relations, sur un mode questions/réponses entre la direction du syndicat et ses adhérents dispersés aux quatre coins du pays. L'existence d'un logiciel permettant à chaque détenteur de minitel de laisser un message et, pourquoi pas, un commentaire, ouvre la voie aux échanges transversaux en rupture avec la communication centralisée antérieure. L'option suscite une discussion serrée dans les instances syndicales où son adoption passe par l'établissement de précautions formelles qui ne résistent pas à l'explosion des prises de parole pendant la grève de 1989.

Vieille question, irréductible aux questions techniques, que celle de l'aspect pédagogique de projets propagandistes conçus sur le rapport « avant-garde »/« masse », propre à reproduire ceux à l'œuvre dans la relation de domination culturelle entre détenteurs du savoir – de l'information – et les autres. Peu importe, dans cette configuration, que les « experts » se réclament d'une démarche émancipatrice d'« éveil » et de dévoilement. Contre une vision enchantée des bouleversements induits dans le militantisme par la technologie – le « déterminisme technologique » – plusieurs textes montrent qu'elle ne fait le plus souvent qu'amplifier l'agitprop. Mais en aucun cas elle ne produit de miracle, c'est-à-dire ne facilite le passage du quasi-groupe au groupe mobilisé ni ne lui permet seul de s'inscrire dans la durée.

Dans le prolongement des travaux attachés à détailler les usages tactiques des systèmes d'informations géographiques (SIG) par les organisations non gouvernementales, Bastien Sibille en décrit l'efficacité dans la construction de savoirs alternatifs opposables aux projets dévastateurs pour l'environnement forestier des « Premières Nations » canadiennes. Aux antipodes d'une protestation radicale, les associations étudiées font l'hypothèse de la compatibilité du développement durable et du capitalisme au moyen d'une régulation néo-libérale. Respectueuses de l'économie de marché, elles tablent sur la coopération des compagnies d'exploitation forestière soucieuses de leur « image » auprès des consommateurs. Dans cette perspective, les pouvoirs publics font davantage office de cibles comme producteurs de savoirs que les associations délégitiment. Si les organisations amérindiennes en lutte pour protéger leurs modes de vie bénéficient, en ces circonstances, du concours des ONG, la convergence n'a pas valeur d'identification ou d'osmose. En ce sens, l'accès aux SIG participe d'un élargissement des savoirs, mais non d'une démocratisation des lourdes et coûteuses techniques à leur origine.

Le problème invite à considérer les types d'organisation et les hiérarchies qui les structurent. Plusieurs auteurs font apparaître une tendance latente à moins

se soucier d'élargir leur audience que de consolider le noyau dur des convaincus. D'autres segmentations se font jour, selon les générations et au gré des appartenances sociales. C'est l'évidence pour Internet, souvent principale voie d'accès aux jeunes, avec le danger d'un décalage préjudiciable entre le profil des internautes et celui de la masse des sympathisants.

Les acteurs : les militants, les professionnels et les autres

Les auteurs ne s'attardent guère sur l'histoire concrète, en amont des usages, des innovations, des matériels et des équipements, indispensable à l'appréhension des compétences, des apprentissages requis et des mises à niveaux nécessaires. Toute technique requiert, en effet, savoir et savoir-faire, au besoin ceux d'authentiques professionnels. La CGT le sait qui, à défaut de télévision – encore qu'un projet d'émissions pirates ait été conduit assez loin² –, se dote d'un émetteur puissant et recrute en conséquence des techniciens, des animateurs et des journalistes de métier.

L'irruption de professionnels ne manque pas de susciter des tensions avec les militants bénévoles dont les références et les modes d'intervention diffèrent de ceux des spécialistes rémunérés. De fait, qui paie décide et le dernier mot reste toujours aux organisations pérennes, de fait à leur direction, suspicieuses envers les usages incontrôlés, sinon dissidents, d'Internet. En 2008, l'interdiction de fumer dans les lieux publics métamorphose le site rénové du syndicat professionnel des buralistes en forum de discussions et de critique ouverte de dirigeants jugés trop conciliateurs. Quelques mois auparavant, le syndicat avait récusé la perspective d'une telle évolution. Les responsables finissent par reprendre la main et marginaliser les contestataires dont le coup d'éclat ne comble pas leur propre sentiment d'incompétence. Au reste, le retentissement de la colère des buralistes doit beaucoup à la médiatisation d'une protestation attendue. Les journalistes s'emparent ainsi de la grève de la faim d'un débi-tant qu'ils tirent de l'anonymat et dotent d'une aussi soudaine qu'éphémère notoriété. Fort de celle-ci, l'homme radicalise son discours et crée une organisation avant de se résoudre à quitter le métier... On touche là aux limites des commodités mobilisatrices d'Internet. Sur la durée, la technique ne dispense pas des ressources sociales, culturelles et organisationnelles qui conditionnent la réussite des mobilisations collectives. Militants convaincus de la cause européenne dont ils connaissent les arcanes, les relais et les procédures, rodés aux exigences de la communication électronique, les promoteurs des « initiatives

2. Pigenet Michel, Tartakowsky Danielle, Deneckere Gita, Pieter François, Wrigley Chris, « Expression et mise en scène syndicales à l'heure de la communication : une mutation délicate », in Pigenet Michel, Pasture Patrick, Robert Jean-Louis (dir.), *L'Apogée des syndicalismes en Europe occidentale, 1960-1985*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2005, p. 251.

citoyennes » en administrent une nouvelle preuve. Sur ce terrain, qui est aussi celui du capital social, les élus et les associations à l'origine de la pétition en faveur d'un siège unique du Parlement obtiennent des résultats très supérieurs à ceux de la Confédération européenne des syndicats. Si l'efficacité de la collecte des signatures par Internet ne fait pas de doute, Stéphane Carrara observe, à son tour, les usages différenciés de l'outil Internet comme instrument de collecte des signatures (web et messageries électroniques) et en réfute le caractère exclusif. Car son recours est mis au service d'une modalité d'action très classique : la pétition, et pour être efficace, il doit être associé à la captation de l'attention des médias, au travail de lobbying et à la capacité à faire de la remise des listes de signataires un événement visible. Au point d'amener le lecteur à penser qu'en l'occurrence, l'absence de résultats probants au regard des revendications avancées importe moins qu'une communication-mobilisation réussie trouvant en elle-même sa principale raison d'être. La fonction identitaire est alors au moins aussi essentielle que la fonction stratégique. Aussi puissant soit-il, l'outil ne saurait créer *ex nihilo* un groupe mobilisé, sauf de façon fragile et éphémère, s'il ne s'accompagne d'autres modes d'expression et d'occasions d'exprimer une commune identité soit par l'association avec d'autres formes de mise en visibilité ou de mise en épreuve du groupe, soit par la vigueur du sentiment d'opposition entre l'*in group* et l'*out group*³ nourri par la désignation d'un adversaire clairement identifiable. Un acquis de la sociologie des mouvements sociaux a été de souligner l'importance d'une identité et de réseaux de communication préalables pour favoriser le passage du quasi-groupe en groupe mobilisé, deux conditions que ne vient jamais combler un strict outil si elles font défaut⁴. Autant de conditions réunies dans l'engagement à haut risque⁵ étudié dans le conflit de la sidérurgie lorraine. Bien que ce ne soit pas le propos de l'article d'Ingrid Hayes, on sait que Lorraine Cœur d'Acier a contribué à souder une région menacée de devenir une friche industrielle et à soutenir moralement les grévistes. Finalement, comme le note Stéphane Carrara, la force mobilisatrice motrice des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication relève surtout de la croyance en leur efficacité. Mais celle-ci ne résiste pas à l'épreuve du réel, c'est-à-dire à la vacuité d'un groupe que ne relie que le recours à une même technique. Ainsi du renouveau pétitionnaire permis par Internet qui relève le plus souvent de l'engagement sans coûts ni risques et généralement sans enjeu saillant⁶.

3. Hoggart Richard, *La culture du pauvre* (1957), Paris, Éditions de Minuit, 1970.

4. Oberschall Anthony, *Social Conflict and Social Movements*, New York, Prentice-Hall, 1973 ; Tilly Charles, *From Mobilization to Revolution*, New York, Random House, 1978.

5. McAdam Doug, « Recruitment to High-Risk Activism: The Case of Freedom Summer », *American Journal of Sociology*, 92-1, 1986, p. 64-90.

6. *A contrario* du recours à la récolte *via* Internet de pétitionnaires lors du mouvement pour la recherche publique de 2004, mais un recours fortement ancré sur une identité, des réseaux

Allusives quant à l'origine, la qualification, le recrutement des équipes techniques des plateaux et des studios, des techniciens du son et du montage, des services d'abonnements, de diffusion, etc., les contributions évoquent, en revanche, les journalistes et les présentateurs, en bref, les détenteurs d'un capital plus culturel que technique, dont les compétences ont pour partie à voir avec celles des militants aguerris, d'aucuns diraient des « militants professionnels ». Si les organisations, attentives à ne pas dégarnir leur « actif », ne souhaitent pas « professionnaliser » les militants, bien peu prévoient de les préparer et de les former, à l'exemple de la CGT – son « secteur propagande » organise des stages et publie une brochure – aux techniques de propagande dont la maîtrise, fréquemment acquise sur le tas à moins qu'elle ne résulte d'apprentissages antérieurs à l'engagement, avec ce que cela suppose de reproduction des distinctions sociales et culturelles.

Il arrive néanmoins que les professionnels de la communication aient une activité militante. Ceux de la CGT, véritables « Géo Trouvetout » de l'audiovisuel, côtoient ou se confondent avec les membres de structures proches du PCF. En 1988, l'expérience de détournement semi-clandestin du Minitel lors d'un conflit déclenché parmi les informaticiens des Impôts et du Trésor fait mûrir la réflexion syndicale sur le recours aux messageries électroniques. L'évolution en recoupe d'autres qui, contre sa tradition et celle de ses homologues, amènent le Syndicat national des agents de la direction générale des impôts (SNADGI) CGT à parier sur la conduite décentralisée de l'action, à reconnaître le principe des assemblées générales. Avant la fin de l'année, un premier service se met en place dont l'extension continue prépare son usage de masse, l'année suivante, lors de la grande grève des agents des Impôts. Tous les professionnels engagés, notamment dans l'audiovisuel, ne prêtent pas la main aux initiatives conduites sur leur domaine de compétences. Affaire de génération, mais aussi de règles, normes et conventions professionnelles gagnées de haute lutte, difficilement conciliables avec le semi-bénévolat et les arrangements du militantisme.

Interactivités : ressources techniques et options politiques

Sans surprise, on dispose de peu d'informations sur les publics atteints. L'article le plus précis à ce propos concerne les utilisateurs de la messagerie électronique du SNADGI-CGT durant la grève de 1989. Leur nombre fluctue selon les phases du conflit, avec des pics à la veille des manifestations et des creux pendant chaque week-end. La moyenne des messages journaliers

professionnels, mais aussi soutenu par des modes d'action permettant le rassemblement physique des participants. Sur ce point, voir Sommier Isabelle, « Engagement et distanciation à Sauvons la recherche (SLR). Une sociologie des mouvements sociaux dans l'action », *Genèses*, 77, 2009/4, p. 137-151.

s'établit autour d'une soixantaine, mais il faut également compter les simples consultations, dont celles de l'administration désireuse de connaître l'humeur des agents et de collecter des données indisponibles ailleurs. Source d'information en temps réel sur la combativité et les attentes des grévistes, le 3615 SNADGI dément les réticences initiales. Loin de diluer le point de vue de la direction syndicale qui ne renonce pas à ses prérogatives et synthétise au jour le jour la masse des données rassemblées, la messagerie enrichit l'argumentaire de grève. Paradoxalement, la fréquence des échanges favorise, dans la durée, l'homogénéisation du mouvement. Le Minitel n'est certes pas seul en cause dans ce résultat auquel participent également les modes plus conventionnels de mobilisation : réunions quotidiennes des grévistes, rédaction et distribution de tracts, édition d'un journal, etc.

Inaugurée dans l'urgence, au plus fort de la lutte des sidérurgistes lorrains, prévue pour couvrir toute une région, Lorraine Cœur d'Acier voit plus grand et repose sur un rapport compliqué avec un auditoire aux contours incertains. Le succès des émissions dépasse les plus folles espérances. Au point de paraître échapper à ses initiateurs confrontés à l'appropriation de l'outil radiophonique par une population qui, sans en récuser l'orientation syndicale, en affaiblit la prééminence, du moins dans la conception qu'en ont alors les cadres confédéraux parisiens. Prêt d'atteindre, en quelques mois et contre l'orientation initiale, les « objectifs du mouvement des radios libres », LCA acquiert une dimension « locale et généraliste ». L'évolution menace de prendre le pas sur l'option revendicative au moment où la signature, en juillet 1979, de la Convention sociale entraîne un recul de la combativité des sidérurgistes rejetée par la CGT. Cette situation ravive les tensions entre syndicats et met en porte-à-faux les artisans de l'ouverture soumis à la pression croissante des tenants d'une reprise en main. L'arrêt brutal du soutien confédéral interrompt l'expérience. La relance d'une nouvelle LCA, redéfinie selon les critères exclusifs d'une « radio de lutte », accuse les contrastes avec la station précédente. Les déchirements régionaux internes à la CGT, aggravés par le contentieux LCA, achèvent de rendre la radio inaudible. L'audience s'effondre.

Les usages alternatifs de documents cartographiques ne s'écartent pas moins, en pratique, des objectifs avancés. À l'heure du bilan de l'expérience longovicienne de LCA, achevée en juillet 1980, la CGT, plus convaincue que jamais des « nécessités de la bataille idéologique », sur fond de raidissement et de controverses internes, d'affaiblissement aussi, relativise le rôle de « l'outil » radiophonique au sein d'une « propagande de masse » où la presse et le militantisme de terrain, « à l'entreprise », conservent une place de choix. Le recentrage va de pair avec la volonté de diversifier l'offre de radios syndicales que la Confédération entend mettre sous le contrôle de ses organisations en écartant l'installation de ses émetteurs dans la durée, ce qui serait contradictoire avec sa défense d'un monopole public dont, à la lumière des perspectives entrevues

avec LCA, elle revendique une « démocratisation » tolérante aux radios associatives et non lucratives. Mais que ne confirmeront pas les changements de l'après mai 1981...

Avant l'Internet? De fait, la révolution produite par celui-ci apparaît toute relative et relève plutôt du registre performatif d'une société férue à exalter l'inédit et la modernité dans un esprit présentiste et anhistorique. Outil, certes, d'accélération des informations et par conséquent de formation virtuelle de communautés militantes, le web achoppe aux mêmes difficultés que les innovations techniques antérieures. Quels que soient la technique et le contexte, les Nouvelles Technologies de l'information et de la communication font toujours l'objet de luttes d'appropriation entre acteurs et se soldent généralement par l'échec des plus dominés, ce qui en réduit la portée transformatrice. Ajoutons qu'au sein de chaque groupe, l'outil donne lieu à des usages différenciés, des plus inédits au plus convenus, facteurs gros de conflits et de perméabilité aux contextes comme à l'évolution des rapports de force internes. Bref, la technique ne fait pas tout, loin s'en faut, pas plus Internet qu'une autre. Limites auxquelles l'Internet en ajoute une, et de taille : le passage du virtuel au réel, vaste question de la sociologie des mouvements sociaux et, avant elle, du marxisme.

en guise de conclusion

RÉVOLUTIONS 2.0?

Ce volume était déjà achevé quand, le 17 décembre 2010, Mohammed Bouazizi se suicida par le feu. Cette mort tragique va être considérée *a posteriori* comme le coup d'envoi des révolutions arabes, qui donnent à ce livre une raison d'être supplémentaire et une très forte actualité. On a pu en effet parler à leur propos de « révolutions Facebook », « révolutions 2.0 », « révolutions numériques », désignant ainsi le rôle qu'ont joué le web et les médias sociaux, Twitter et Facebook notamment, dans leurs genèses et leurs déroulements. Il est bien entendu que ces manières de nommer sont réductrices, que les révolutions arabes sont le produit d'évolutions complexes, voire le point d'orgue de luttes sociales beaucoup plus traditionnelles. Ce n'est certes pas la première fois dans l'histoire qu'Internet joue un rôle au sein des mouvements sociaux, et nous pensons en avoir, dans ce volume, analysé bien des exemples. Mais avec les événements de Tunisie, d'Égypte, du Bahreïn, du Yémen, de la Syrie, le monde entier a été témoin d'une forme de détournement d'usage. Car il est peu probable que Mark Zuckerberg, aussi talentueux soit-il, ait jamais imaginé que son réseau, au départ strictement universitaire, soit un jour le vecteur d'une révolution. Il est trop tôt sans doute pour faire l'analyse du rôle exact des médias sociaux dans les révolutions arabes. Nous nous contenterons donc de quelques réflexions, en attendant d'autres études que le temps mûrira.

On peut sans se tromper affirmer que les médias sociaux, et plus généralement le web et ses diverses déclinaisons – blogs, espaces partagés comme Youtube ou Dailymotion, mails, etc. – ont joué un quadruple rôle : d'abord, celui de proposer un espace de liberté à des expressions ordinairement bridées, une possibilité de contournement de la censure ; ensuite celui de point de ralliement virtuel permettant d'appeler au rassemblement ou à la manifestation, dans le réel (le « créer un événement » de Facebook) ; celui lié au pré-

cèdent mais qui n'est pas tout à fait de même nature de diffusion mondiale de l'information en temps quasi-réel ; enfin et peut-être surtout – c'est sans doute cet aspect-là qu'il faudra explorer – le rôle d'espace de construction d'une communauté virtuelle ou plutôt d'une « communauté imaginée », pour paraphraser Benedict Anderson, qui transcende les frontières désormais étroites du national, et vient à bout, au cœur du moment révolutionnaire, des habituels clivages sociaux.

Que les médias sociaux aient pu être un espace de liberté sous des régimes autoritaires n'allait pas de soi. Cela a été rendu possible pour deux raisons : d'une part, le développement des technologies numériques dans le monde arabe, où une personne sur cinq est désormais connectée¹, et où les blogs sont en croissance exponentielle². La deuxième raison, que l'on avance ici avec précaution, est peut-être le retard pris par les appareils policiers de ces mêmes régimes dans la surveillance du web, voir même leur impossibilité à percevoir le danger ou à contrôler un certain type d'expression. Le langage des blogs peut être subversif, sans être pour autant directement politique. A travers eux peuvent s'exprimer des désirs d'un autre ordre sans qu'il y ait là matière à une censure directe. À la sclérose des pouvoirs correspondait sans doute aussi la sclérose de ses agents, habitués à contrôler les vecteurs d'expression traditionnels, comme la presse, et incapables de déchiffrer les nouvelles grammaires de la contestation. En ce sens, les blogs ont pu contribuer, sur un mode infra-politique, à la fabrique d'un social alternatif, à la production d'une contre-culture. Ils ont pu permettre une parole libérée qui a facilité et préparé le passage à une expression clairement politique dont les médias sociaux se sont, à leur tour, fait les vecteurs, devenant ainsi le lieu d'une véritable « cyber-guerilla³ ». Le web de la diaspora a aussi, semble-t-il, joué un rôle considérable, de même que l'utilisation d'adresses européennes pour échapper aux censeurs. On ne peut ici que souligner, une fois de plus, ce paradoxe. D'une part, l'internet démultiplie les possibilités de contrôle des faits et gestes de tout un chacun, et d'autre part, il ouvre des espaces qui permettent, mieux que les médias traditionnels, d'échapper à la vigilance des censeurs.

L'appel à manifester et sa diffusion *via* Internet et les réseaux n'est évidemment pas l'apanage des seules révolutions arabes. Pour ne parler que de l'actualité la plus récente et d'événements politiques et sociaux, les indignés grecs, espagnols, portugais ou américains en ont fait largement usage, de même que

1. Gonzales-Quijano Yves, « Facebook contre les dictatures », *Les collections de l'histoire*, n° 52, p. 86.

2. Id., « Communautés virtuelles de la toile arabe », in Gonzales-Quijano Yves et Guaaybess Tourya (dir.), *Les arabes parlent aux arabes. La révolution de l'information dans le monde arabe*, Arles, Sindbad/Actes Sud, 2009.

3. Voir notamment Dakhli Leyla, « Une lecture de la révolution tunisienne », *Le mouvement social*, n° 236, juillet-septembre 2011, p. 89-103.

les étudiants chiliens. Les réseaux sociaux, espaces de diffusion d'événements amicaux, festifs ou professionnels sont devenus un outil à part entière de la contestation sociale. Mais ils sont devenus aussi un des vecteurs de propagation de la révolte, d'un pays à l'autre. Ils sont devenus, comme en Syrie, l'unique moyen d'information sur celle-ci. Certaines images ont fait le tour du monde, qu'elles soient celles des manifestations ou celles des exactions des forces de répression. Dans ce deuxième cas, elles sont devenues, dans les temps mêmes où elles étaient produites, des preuves à charge rendant vains les mensonges des pouvoirs. Preuves à charge dans le présent et peut-être aussi pour un futur de possibles procès. Le pouvoir du web et le pouvoir de l'image cumulés ont nourri les indignations, donné aux révoltés, s'il en était besoin, une incontestable légitimité, et aux révolutions leurs martyrs.

L'effet diffusion en temps réel des informations n'est pas tout à fait nouveau puisque radio et télévision ont le même pouvoir d'abolir les distances et le temps. Mais il est ici démultiplié de même que sont démultipliés les points de vue – au sens littéral du terme – sur les événements. Ces révolutions, *via* Facebook et autres médias produisent leurs archives en même temps qu'elles se produisent elles-mêmes. Elles offrent au futur historien d'innombrables regards et d'innombrables voix sur l'événement, loin de l'univocité des archives officielles, dont certaines, semble-t-il, n'ont pas alors échappé à la destruction. Et l'on peut ici citer Iman Farag : « Quand l'historien récupérera l'ensemble, demain ou dans un demi-siècle, et pour peu que la mémoire du web tienne ses promesses, une partie de ces traces aura produit et portera peut-être la marque de leurs usages sociaux innombrables⁴. »

Nous ne nous avancerons pas, car cela serait prématuré, et bien que ce soit là sans doute le plus important sur l'analyse de cette « communauté imaginée » qui préexiste au réseau Facebook, que le réseau Facebook, paradoxalement, matérialise, rend plus nette. Facebook et ses usages tracent une sorte de cartographie de valeurs et/ou sensibilités partagées. Être ami sur Facebook ou le fameux « J'aime » signifie que, comme dans l'amitié « réelle », on partage quelque chose, on pense ensemble d'une certaine manière. Or, partager des modes de pensée est rien moins que virtuel et contribue à produire la réalité. En ce sens, la communauté Facebook n'est pas moins réelle que la communauté que dessine, par exemple, l'adhésion à un parti ou un syndicat. Elle peut être aussi communauté militante.

Pourquoi ce détour par les révolutions arabes ? Il s'agit bien sûr du rôle de l'Internet. Le réseau des réseaux est très présent dans les contributions de ce volume. Il est présent dans la mobilisation des buralistes (Frau), dans les pétitions citoyennes (Carrara), à travers les SIG dans la défense du territoire

4. Farag Iman, « En marge de la révolution égyptienne : écrire l'histoire ou sauver la mémoire ? », *Mouvements*, n° 66, été 2011, p. 46.

des « nations premières »; il est moyen d'expression des antagonismes politiques en Irlande du Nord (Hare) ou celui des malades du Sida (Célérier); il est médium d'une nouvelle figure militante, mixte du hacker, de l'activiste et de l'artiste (Pereira); il donne à un engagement citoyen « ordinaire » une visibilité médiatique (Colomb); il permet des dissidences (Avanza); il est le vecteur d'une nouvelle textualité (Hare, Célérier); il a engendré la communauté mondiale du « libre » (Mosca, Couture). Mais sa force tient aussi à l'intégration qu'il fait de médias qui lui ont préexisté: radio, télévision, vidéo dont l'usage, en tout cas pour les deux premiers, nécessitait des compétences professionnelles qu'Internet ne rend plus si nécessaires. Si les expériences des radios de lutte (Hayes), d'audiovisuel (Barthonnat) mettaient obligatoirement à contribution des techniciens qui pouvaient eux-mêmes être ou non militants, Internet ne l'exige pas et a contribué, au contraire, à une redéfinition de la notion d'expert. Mais son usage, néanmoins, bien que ne nécessitant pas des savoirs professionnels, implique une redistribution des compétences et une redéfinition des hiérarchies militantes, qu'il vienne en surcroît d'autres outils de la panoplie militante (Brodiez, Avanza) ou que l'action militante s'organise autour de lui (Célérier, Carrara, Frau, Colomb, Mosca, Couture). Et c'est là que se trouve le vrai clivage dans ce volume: quand Internet vient en sus ou en plus d'autres pratiques, il ne remet pas en cause les habitudes militantes. Son usage permet surtout l'expression de dissidences. Quand, en revanche, la structure ou le mouvement naît avec et par lui, on a alors affaire à une tout autre grammaire (Pereira).

Il est un point central où se rejoint ce qui est en jeu dans les révolutions arabes et dans les pages de ce livre. C'est celui de la nouveauté. L'internet est relativement récent. Radicalités, dissidences, ou paroles en marge s'expriment d'autant plus librement que l'outil est nouveau et que l'on n'en a pas exploré toutes les possibilités. La nouveauté de l'outil, qu'il s'agisse d'audiovisuel, de radios libres et/ou de luttes, ou du réseau des réseaux, lui confère une forme de souplesse d'usage qui permet et encourage toutes les altérités, et/ou expressions minoritaires. L'inventivité dissidente ou révolutionnaire va ici de pair avec l'inventivité de l'usage qui est fait du média, sans que l'on puisse déterminer les causes et les conséquences. On pourrait donc poser cette question finale: la radicalité des désirs n'implique-t-elle pas l'inventivité dans l'usage médiatique? Après la radio et la télévision, Internet n'est-il pas aujourd'hui cet outil par excellence de production de la rupture et d'invention d'un nouveau langage? Toute révolution, tout mouvement social radical invente son écriture, où le signifié (les aspirations révolutionnaires) et le signifiant (l'écriture médiatique) sont indissociables, et se nourrissent l'un de l'autre. Les révolutions du XXI^e siècle seront numériques ou ne seront pas.

Françoise Blum

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS

par Françoise Blum 7

TECHNOLOGIE/MOUVEMENTS SOCIAUX/MOBILISATIONS

Introduction *par Michel Pigenet et Isabelle Sommier* 13

Radio Lorraine Cœur d'Acier, Longwy, 1979-1981 *par Ingrid Hayes* 21

Une messagerie syndicale dans la grève des Finances de 1989 *par André Narritsens* 37

L'impossible passage du virtuel au réel... *par Caroline Frau* 49

Pratiques de mobilisations européennes par Internet *par Stéphane Carrara* 67

SIG et contestation politique *par Bastien Sibille* 79

ORGANISATIONS/ASSOCIATIONS

Introduction *par Françoise Blum et Danielle Tartakowsky* 93

Des médias partisans. Le cas de la Ligue du Nord (Italie) *par Martina Avanza* 99

Partis politiques d'Irlande du Nord sur Internet *par Isabelle Hare* 121

L'audiovisuel au service du Parti communiste français (1968-1976)
par Céline Barthonnat 137

**Méthodes de communication et de collecte au Secours populaire français
et à Emmaüs** *par Axelle Brodiez-Dolino* 153

Écrire des sites Internet pour lutter contre le VIH-Sida *par Sylvie Célérier* 163

ENGAGEMENT DANS LA TECHNIQUE/RÉSEAUX NUMÉRIQUES

Introduction *par Françoise Blum et Franck Veyron* 183

Des deux grammaires du renouveau contestataire *par Irène Pereira* 187

Courriel et engagement du citoyen ordinaire: iségoria 2.0 *par Valérie Colomb* 199

**Des chercheurs en informatique dans les années 1970, entre neutralité
et militantisme, utopies et pragmatisme** *par Valérie Schafer et Benjamin Thierry* 209

Forums sociaux et technologie <i>par Giuseppe Caruso, Jeffrey S. Jurys et Lorenzo Mosca</i>	227
Le code informatique des médias alternatifs <i>par Stéphane Couture</i>	247
EN GUISE DE CONCLUSION : RÉVOLUTIONS 2.0? <i>par Françoise Blum</i>	259
Les auteurs	263
Remerciements	269